

# LA REVUE DE PRESSE

Bureau de l'Information Publique de  
la MONUA



642 - 02 MARS 1998

---

## COMMUNIQUE DE PRESSE

SOURCE : MONUA/PIO

2 MARS

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Angola, Me Alioune Blondin Beye, a quitté le 28 février dernier l'Allemagne pour Abidjan où il subira une ultime consultation.

Le RSSG rejoindra Luanda dans les prochains jours. ■

## LE RSSG PAR INTERIM RECU PAR LE CHEF DE L'ETAT ANGOLAIS SOURCE : RADIO NACIONAL DE ANGOLA, 13H00, 2 MARS

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Angola, par intérim, M. Behrooz Sadry et la troïka des observateurs du processus de paix ont été reçus ce lundi en audience par le Chef de l'Etat, José Eduardo dos Santos.

A l'issue de la rencontre, M. Behrooz Sadry a déclaré que le Président angolais a réitéré son engagement dans le cadre de la conclusion du processus de paix.

Interrogé sur l'état actuel du processus de paix, le RSSG a indiqué : "Il ne serait pas juste de dire que rien n'a été fait sur le calendrier. Il y a eu des progrès significatifs, malgré le non-accomplissement des tâches aux dates prévues".

Sur l'augmentation de la tension dans le pays et surtout de la mort de six agents de la police le week-end dernier à Huambo, M. Behrooz Sadry a déclaré : "Malheureusement on continue d'enregistrer d'incidents. Le gouvernement poursuit ses enquêtes".

Il est à signaler que la médiation et la troïka d'observateurs ont effectué un déplacement à Andulo ce lundi. ■

## LA COMMISSION CONJOINTE ESTIME QUE L'UNITA PEUT FAIRE LA DECLARATION DE DEMOBILISATION

SOURCE : JORNAL DE ANGOLA,  
28 FEVRIER

Après s'être réuni à Luanda pendant plusieurs heures, le vendredi 27 février 1998, la Commission Conjointe a

déclaré qu'à cette date, 5.857 éléments ont été démobilisés "in situ" sur les 7.877 prévus.

"Le reste sera démobilisé dans le cadre du mécanisme du fichier ouvert.

Pour ce faire, la Commission Conjointe est d'avis que "les conditions sont maintenant réunies pour que l'Unita fasse la déclaration de démobilisation".

Sur ce point, l'Unita a exprimé son désaccord, selon le porte-parole de la Monua, Laura Melo.

La Commission Conjointe a demandé par ailleurs au gouvernement d'accélérer le processus d'extension de l'administration du territoire.

A cet effet, la délégation du gouvernement a demandé à la médiation et à la troïka de présenter un nouveau calendrier pour les localités restantes considérées comme les plus importantes.

Ce calendrier devra être établi par les deux parties.

S'agissant des incidents qui se sont produits à Lumbala Nguimbo et Cazombo, les 14 et 23 février 1998, la Commission Conjointe s'est rendue à Cazombo pour examiner la situation.

"Après avoir rassemblé et analysé les informations, la Commission Conjointe a condamné fermement les actes commis à l'encontre de la Police Nationale Angolaise et de l'administration de Lumbala Nguimbo", a annoncé le porte-parole de la Monua, Laura Melo.

A ce sujet, a encore dit Laura Melo, "la Commission Conjointe a engagé la direction de l'Unita de prendre des mesures pour que ses sympathisants s'abstiennent de tels actes à l'avenir et fassent preuve de coopération dans la

mise en oeuvre du processus d'extension de l'administration de l'Etat".

La Commission Conjointe a enfin décidé de se réunir le mardi 03 mars 1998, afin de faire une évaluation globale des tâches restantes à exécuter du Protocole de Lusaka.

Prié de commenter le désaccord de l'Unita en ce qui concerne la déclaration de démobilisation, le vice-ministre de l'Administration du Territoire et chef adjoint de la délégation du gouvernement à la Commission Conjointe, le général Higinio Carneiro a déclaré : "La troïka, la Monua et le gouvernement en ont décidé ainsi à la Commission Conjointe".

"Il est évident qu'il y a des réserves de la part de l'Unita, cela n'engage que l'Unita. Il est de la responsabilité du gouvernement de démobiliser", a fait observer le général Higinio Carneiro.

Quant au nouveau calendrier pour la normalisation de l'administration de l'Etat, le général Higinio Carneiro a expliqué: "Nous ne voulons plus nous asseoir pour établir un calendrier avec l'Unita, lorsque nous savons dès le départ qu'elle ne va pas le respecter".

C'est pour cela que "nous transférons cette responsabilité à la médiation et la troïka".

Il reste, a-t-il poursuivi, de normaliser l'administration de l'Etat à Bailundo, Andulo, Mungo, Nhareia, Mussende, Kirima et Sautar.

"Ces localités ont été déterminées par le gouvernement d'un commun accord avec l'Unita pour mettre fin à ce processus" de normalisation. ■

**M. PITRA PETROFF DECLARE LA  
GUERRE AU VANDALISME  
SOURCE: JORNAL DE ANGOLA,  
01 MARS**

Le ministre angolais de l'Intérieur, M. Santana André Pitra Petroff a réintéré samedi à Luanda que "la Police Nationale va combattre les actes de vandalisme pratiqués par des éléments de l'Unita".

M. Pitra Petroff, qui prononçait un discours à l'occasion de la célébration de la Journée de la Police Nationale, a assuré que dorénavant la police va empêcher tout acte hostile à l'ordre public tel qu'on l'a vérifié lors de l'administration de l'Etat dans plusieurs régions du pays.

A ce propos, il a rappelé les événements survenus récemment dans les localités de Cazombo et Lumbala Nguimbo dans la province de Moxico où la police a été désarmée par des éléments de l'Unita.

Devant un tel comportement, le ministre de l'Intérieur a préconisé la lutte contre "les bandes errantes" responsables de l'instabilité sur les axes routiers du pays.

Le ministre a souligné en outre que son institution "fera tout pour diminuer la criminalité dans le pays".

A cet effet, il a appelé la population à dénoncer tous les contraventions de l'ordre public et de la tranquillité des citoyens et a promis de meilleures conditions sociales aux effectifs de la police.

A son tour, le vice-ministre de l'Intérieur, M. Fernando da Piedade Dias dos Santos Nando a dit que tous les aspects pendants du Protocole de Lusaka

devraient être conclus à la date du 28 février, date de la commémoration de la Journée de la Police Nationale.

"Aujourd'hui, a ajouté le vice-ministre de l'Intérieur, le peuple angolais et la communauté internationale devraient assister à la concrétisation d'une véritable paix et d'une nouvelle vie".

Le Commissaire Nando a annoncé également que dans le cadre du processus de désarmement de la population civile, 5.833 armes ont été collectées parmi lesquelles des projectiles ainsi que des armes lourdes et légères. ■

**LA POLICE DEMENT LES  
DECLARATIONS DE RADIO  
VORGAN**

**SOURCE : JORNAL DE ANGOLA,  
2 MARS**

Le Commandant municipal de la Police nationale de Quilengues (Lubango) a démenti, jeudi dernier, les accusations portées contre elle par la radio de l'Unita "Vorgan", selon lesquelles les effectifs de la police violent les droits de l'homme dans les zones où l'administration de l'Etat a été rétablie.

Un document remis à Angop à Quilengues, indique que la police garantit la tranquillité et la sécurité des citoyens ainsi que l'ordre public.

Le document mentionne le "bon travail" que la police effectue dans les localités où l'autorité de l'Etat a été rétablie.

Il est à noter que l'administration de l'Etat a été normalisée dans les communes de Dindi et d'Impulo (Quilengues), en novembre 1997, après 6 ans d'occupation par l'Unita. ■

**LE SECRETAIRE D'ETAT  
ESPAGNOL A LA COOPERATION  
ATTENDU EN ANGOLA  
SOURCE : JORNAL DE ANGOLA,  
28 FEVRIER**

Le Secrétaire d'Etat espagnol à la Coopération, M. Fernando Villalonga, est attendu mercredi en Angola.

Lors de son séjour à Luanda, M. Fernando Villalonga aura des entretiens avec les autorités angolaises pour aborder des questions politiques et socio-économiques concernant les deux pays.

Selon l'Ambassadeur d'Espagne en Angola, M. Alvaro Izaro, le Secrétaire d'Etat de son pays est accompagné de cinq hauts fonctionnaires du ministère des Relations Extérieures.

M. Villalonga est porteur d'un message du Premier ministre espagnol, M. José Maria Aznar destiné au Chef de l'Etat angolais, José Eduardo dos Santos.

M. Fernando Villalonga, va également rencontrer les membres du gouvernement et de l'Unita à la Commission Conjointe pour s'informer du déroulement du processus de paix angolais.

L'aide espagnole à l'Angola est estimée à 46 millions de dollars. ■

**57EME SESSION DE LA JEUNESSE  
DU MPLA  
SOURCE : RADIO NACIONAL DE  
ANGOLA, 13H00**

Le Secrétariat de la jeunesse du Mpla (JMPLA) au cours de sa 57ème session ordinaire, a analysé la situation en Angola, notamment la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka.

Dans un communiqué rendu

public, vendredi, à Luanda, la JMPLA a lancé un appel au gouvernement pour continuer à défendre les intérêts de la Nation.

Le Secrétariat national de la JMPLA exhorte tous les jeunes angolais à être vigilants et prudents.

La JMPLA appelle également les jeunes de l'Unita à ne pas reprendre la guerre. ■

De : S.Achy/G.Nlandu/L.Ferreira/PIO